

CCE des 4 et 5 avril 2018

LIMINAIRE DE LA CFDT TOUT VA POUR LE MIEUX (ouf)

Une note positive pour commencer : la votation en Suisse sur la redevance début mars en témoigne, les téléspectateurs européens sont attachés à leur service public audiovisuel. Mais en France, le PAF est brouillé : retour de l'ORTF, BBC à la française, simples synergies, ou encore mutualisations... L'audiovisuel public, et France Télévisions en particulier, tout le monde veut le réformer: le Président de la République, les parlementaires, les producteurs... Parfois, l'un ou l'autre porte une double casquette, parlementaire et producteur... et nous assène sa vision d'une télévision publique « simple canal de diffusion »...

Une réforme de l'audiovisuel public, et en même temps, France Télévisions se transforme : nous subissons depuis votre prise de fonction, madame la Présidente, réforme après réforme, transformation après transformation, projet après projet. Les info-consultations des instances, une mascarade : quoi qu'il arrive, les projets sont présentés comme ficelés mais « agiles », c'est-à-dire changeants, improvisés au fil de l'eau. Concertation, responsabilisation des salariés, contrôle a posteriori... Ce sont vos mots, madame la Présidente. Des mots d'il y a 3 ans. On en dit des choses, dans une vie...Et puis on oublie. L'essentiel, c'est que ça bouge. Mais ce n'est pas parce que ça bouge que ça avance !

La réforme de la filière production ? Un projet centralisateur auquel personne n'adhère; tout casser sous prétexte que la filière, c'est trop cher, tout casser sans se soucier des personnes et des savoir-faire qui font la filière.

La SVOD : on apprend par la presse que France Télévisions arrête son projet, alors que des équipes ont été nommées il y a quelques mois, des cadres embauchés... Un objectif stratégique, nous avait-on dit. A l'arrivée : zéro communication en interne sur le sujet aujourd'hui. Alors, pas si stratégique que cela, alors, la VOSD ?

La politique de l'emploi : toujours moins d'ETP, toujours moins de remplacements... Par exemple, à Malakoff, moins 106 ETP entre 2011 et 2017, soit 20% des effectifs ! Des salariés fatigués, des taux d'absentéisme qui explosent, mais tout va bien, la direction de la santé et de la qualité de la vie au travail s'occupe de soigner ceux que l'organisation du travail rend malade... On ne parle plus de pénibilité mais de qualité de la vie au travail, on ne parle plus conditions de travail mais « journée du sommeil » ou « babyfoot dans l'open-space » ! Et pendant ce temps, la lessiveuse tourne, tourne, tourne... Et elle tourne bien, bravo !

Mais on a la solution ! Avec par exemple les compétences complémentaires, validées par la direction et certaines organisations syndicales ; « la » solution de France Télévisions, en réalité pour éviter de parler emplois et métiers.

Une machine à frustrations pour les salariés qui imaginent qu'elles leur permettront d'évoluer. Ou d'arrondir leurs fins de mois à coût de primes. Une aubaine pour les chefs de service, qui pensent disposer de salariés polyvalents planifiables à volonté.

Et cela craque déjà: les « vidéos – metteurs en image – infographistes » ne s'y retrouvent pas ; « zéro » débat dans les services sur les compétences complémentaires à envisager et sur les organisations du travail qui en découlent. Certains réclament à nouveau des préavis de grève, soutenus par les OS signataires de cet accord ni fait ni à faire !

Et pendant ce temps, imperturbable, la direction continue à vouloir réduire l'emploi non permanent à France Télévision. Les uns font deux métiers à la fois, les autres n'ont plus de boulot.

Mais tout va bien, et tout ira encore mieux quand, dans quelques mois et avec la complicité de deux organisations syndicales, vous aurez réduit au silence les empêcheurs de tourner en rond. Les instances représentatives du personnel à la mode du nouveau monde, c'est un seul CSE pour tout le réseau régional, Malakoff écartelé, des élus ultra-polyvalents en outre-mer et en Corse, et au siège, moins d'élus, moins d'instances, et toujours plus de projets violents imaginés par la direction.

Pour finir ce liminaire, et puisqu'on parle de violence :

La CFDT exprime son soutien à Jean-Marc Pitte, journaliste à France 3 Normandie,
victime d'une violence extrême, licencié pour faute mi-février.

Nous demandons l'annulation de ce licenciement et la réintégration de Jean-Marc Pitte.

Paris, le 4 avril 2018